



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

See herein for bid submission
instructions/

Voir la présente pour les
instructions sur la présentation
d'une soumission

NA
British Columbia

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government
Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right
of Canada, in accordance with the terms and conditions
set out herein, referred to herein or attached hereto, the
goods, services, and construction listed herein and on any
attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B. C.
V8W 3X4

Title - Sujet MV Barkley Sound - Vessel Disposal	
Solicitation No. - N° de l'invitation FW029-210002/B	Date 2021-11-29
Client Reference No. - N° de référence du client FW029-210002	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$XLV-596-8317	
File No. - N° de dossier XLV-1-44039 (596)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Pacific Standard Time PST on - le 2021-12-15 Heure Normale du Pacifique HNP	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Jackson, Brittney	Buyer Id - Id de l'acheteur xl596
Telephone No. - N° de téléphone (250) 857-5697 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Fisheries and Oceans Canada See herein	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire		Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
						Destination	FOB/FAM Plant/Usine		
1	MV Barkley Sound - Vessel Disposal	FW029	FW029	1	Lot	\$	\$	See Herein – Voir ci-inclus	

Solicitation No. - N° de l'invitation
FW029-210002/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
FW029-210002

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur
xlv242
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Réémission d'une demande de soumission

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro FW029-210002/A, datée du 2021-07-29, dont la date de clôture était le 2021-08-16, à 02:00 PM HAP. Un compte rendu ou une rencontre de rétroaction sera offert sur demande aux soumissionnaires, aux offrants ou aux fournisseurs qui ont présenté une offre dans le cadre de la demande de soumissions précédente.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	4
1.1 INTRODUCTION.....	4
1.2 SOMMAIRE	4
1.3 COMPTE RENDU.....	5
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	6
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	6
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	6
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE – CONCURRENTIELS	6
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	8
2.5 LOIS APPLICABLES	8
2.6 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	9
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	10
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	10
3.2 SECTION I : SOUMISSION TECHNIQUE	10
3.3 SECTION II : SOUMISSION FINANCIÈRE.....	10
3.4 SECTION III : ATTESTATIONS.....	11
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	12
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	12
4.2 ÉVALUATION TECHNIQUE	12
4.3 ÉVALUATION FINANCIÈRE	12
4.4 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	12
4.5 MÉTHODE DE SÉLECTION	13
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	14
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	14
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	15
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	17
6.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	17
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	17
6.3 DURÉE DU CONTRAT	19
6.4 RESPONSABLES.....	19
6.5 PAIEMENT	20
6.6 INSTRUCTIONS RELATIVES A LA FACTURATION	21
6.7 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	21
6.8 LOIS APPLICABLES	21
6.9 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	21
6.10 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN).....	22
6.11 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	22
6.12 PERMIS ET LICENCES.....	22
6.13 LISTE DES CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE ET DES SOUS-TRAITANTS	22
6.14 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	23
6.15 DÉCHETS DANGEREUX	23
6.16 CALENDRIER DE PROJET	23
6.17 TRAVAUX NON COMPLÉTÉS ET ACCEPTATION.....	24

6.18	CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	24
	ANNEXE « A » - ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	25
	ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT.....	28
	ANNEXE « C » - EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	29
	ANNEXE « D » - LISTE DES SOUS-TRAITANTS.....	33
	ANNEXE « E » - INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	34
	ANNEXE « F » - CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

Le Programme des navires préoccupants (PNP) de la Garde côtière canadienne (GCC) a besoin des services d'un entrepreneur pour la récupération, le transport, le démantèlement et l'élimination d'un ancien navire de pêche partiellement coulé de 70 pieds, surnommé « Barkley Sound », dans l'inlet Rance, à Bamfield (Colombie-Britannique). Les travaux doivent être achevés dans les 60 jours civils suivant l'attribution du contrat.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits et services canadiens.

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

Unité de réception des soumissions de la région du Pacifique de TPSGC

Seules les soumissions transmises à l'aide du service Connexion postal seront acceptées. Le soumissionnaire doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal à l'adresse suivante :

TPSGC.RPReceptiondessoumissions-PRBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#), ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postal est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

Les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire – concurrentiels

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le

soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« *ancien fonctionnaire* » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada.

Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« *période du paiement forfaitaire* » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« *pension* » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, figure dans les rapports de divulgation proactive, sur les sites Web des ministères, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 7 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des délais stricts sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le soumissionnaire doit envoyer sa soumission par voie électronique conformément à l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations

Les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier ne seront pas acceptées.

3.2 Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

3.3 Section II : Soumission financière

3.3.1 Présentation des soumissions financières

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec l'annexe « B » - Base de paiement.

3.3.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « E » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « E » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.3.3 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, de gestion, et critères financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) L'équipe d'évaluation déterminera si deux (2) soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien et présentées par deux soumissionnaires ou plus qui ne sont pas affiliés au sens utilisé dans la Loi sur la concurrence, L.R.C. (1985), c. C -34. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront admissibles à l'attribution d'un contrat; sinon, toutes les soumissions reçues le seront. Si, à un moment quelconque du processus d'évaluation, on constate, que ce soit en déterminant l'invalidité des attestations, en déterminant que les soumissions sont irrecevables ou que les soumissions ont été retirées par les soumissionnaires, qu'il n'y a plus deux (2) soumissions recevables ou plus avec une attestation valide, alors toutes les soumissions recevables seront admissibles à l'attribution d'un contrat. Le Canada pourrait effectuer la validation des attestations de contenu canadien à tout moment durant le processus d'évaluation, y compris en même temps que d'autres étapes.

4.2 Évaluation technique

Les soumissions techniques seront évaluées conformément à l'annexe F – Critères d'évaluation technique.

4.3 Évaluation financière

4.3.1 Critères financiers obligatoires

Afin d'être conforme, la soumission doit, à la satisfaction du Canada, respecter toutes les exigences et fournir tous les renseignements requis à la partie 3, section II – Soumission financière.

4.3.2 Évaluation du prix

Le prix des soumissions sera évalué en fonction du prix proposé à l'annexe B (Base de paiement), comme suit :

Prix évalué de la soumission = (prix ferme de l'article 1) + [3 x (taux quotidien ferme de l'article 2)].

A0220T (2014-06-26), Évaluation du prix – soumission

4.4 Attestations et renseignements supplémentaires

Afin d'être conforme, la soumission doit, à la satisfaction du Canada, respecter toutes les exigences et fournir tous les renseignements requis à la partie 3, section III – Attestations et renseignements supplémentaires.

4.5 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

Les soumissionnaires devraient noter que l'attribution des contrats reste assujettie à la procédure interne d'approbation du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire peut avoir été recommandé pour l'attribution d'un contrat, l'émission de tout contrat dépendra de l'approbation interne conformément aux politiques du Canada. Si cette approbation n'est pas accordée, aucun contrat ne sera attribué.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens et aux services canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions accompagnées d'une attestation à l'effet que les produits et services offerts sont des produits canadiens et des services canadiens, tel qu'il est défini dans la clause [A3050T](#), peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que les produits et services offerts seront traités comme des produits non-canadiens et des services non-canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

() au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission correspond à des produits canadiens et des services canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 5 de la clause [A3050T](#).

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'[Annexe 3.6](#), Exemple 2 du Guide des approvisionnements.

5.1.2.1 Définition du contenu canadien

Clause du Guide des CCUA [A3050T](#) (2020-07-01), Définition du contenu canadien

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Liste des sous-traitants proposés

Lorsque la soumission comprend le recours à des sous-traitants pour l'exécution des travaux, le soumissionnaire s'engage, à la demande de l'autorité contractante, à fournir une liste de tous les sous-traitants, y compris une description des articles à acheter, une description des travaux à exécuter et l'emplacement où ces travaux seront exécutés. La liste ne devrait pas comprendre l'achat d'articles et de logiciels du commerce, et des articles et du matériel standard fabriqués habituellement par les fabricants dans le cours normal de leurs affaires ou la fourniture des services connexes qui peuvent habituellement faire l'objet de sous-traitance dans le cadre de l'exécution des travaux. Voir l'annexe D.

5.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.3.1 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

5.3.2 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe « C » Exigences en matière d'assurance.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante :

6.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

6.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.2.1 Conditions générales

[2030](#) (2020-05-28), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Insérer :

Le passage suivant dans les conditions générales 2030 (2020-05-28), Conditions générales – besoins plus complexes de biens :

« 2030 46 (2021-xx-xx) Exigences contre le travail forcé

1. L'entrepreneur déclare et garantit que les travaux ne sont pas extraits, fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par du travail forcé. Peu importe qui agit à titre d'importateur, l'entrepreneur ne doit pas, pendant l'exécution du contrat, livrer au Canada ou importer au Canada, directement ou indirectement, des travaux constituant des articles dont l'importation est interdite selon le paragraphe 136(1) du *Tarif des douanes* et le numéro tarifaire 9897.00.00 de l'[annexe du Tarif des douanes](#) (avec toutes ses modifications successives), parce qu'ils sont extraits, fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par du travail forcé.
2. Si un classement tarifaire est déterminé en vertu de la *Loi sur les douanes* et que l'importation de la totalité ou d'une partie des travaux est interdite, l'entrepreneur doit immédiatement en informer l'autorité contractante par écrit. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2030 31 – Manquement de la part de l'entrepreneur, si la totalité ou une partie des travaux est classée dans le numéro tarifaire 9897.00.00 de l'[annexe du Tarif des douanes](#) comme étant extraite, fabriquée ou produite par du travail forcé. Si l'entrepreneur sait que les travaux, ou toute partie des travaux, font ou ont fait l'objet d'une enquête visant à déterminer s'ils sont interdits d'entrée en vertu du numéro tarifaire 9897.00.00, il doit immédiatement informer l'autorité contractante par écrit de cette enquête.
3. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2030 31 – Manquement de la part de l'entrepreneur, s'il a des motifs raisonnables de croire que les

- travaux ont été extraits, fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par du travail forcé ou sont liés à la traite des personnes. Ces motifs peuvent comprendre :
- a. Constatations ou ordonnances ou ordonnances de refus de mainlevée du Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, en vertu de la US [Trade Facilitation and Trade Enforcement Act](#) (disponible en anglais seulement) de 2015; ou
 - b. Preuves crédibles soumises par une source digne de foi, y compris, sans s'y limiter, des organismes non gouvernementaux.
4. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2030 31 – Manquement de la part de l'entrepreneur, si l'entrepreneur a, dans les trois années précédentes, été reconnu coupable de l'une des infractions suivantes inscrites au [Code criminel](#) ou dans la [Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés](#) :
- Code criminel*
- i. article 279.01 (Traite des personnes);
 - ii. article 279.011 (Traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans);
 - iii. paragraphe 279.02(1) (Avantage matériel – traite de personnes);
 - iv. paragraphe 279.02(2) (Avantage matériel – traite de personnes de moins de dix-huit ans);
 - v. paragraphe 279.03(1) (Rétention ou destruction de documents – traite de personnes);
 - vi. paragraphe 279.03(2) (Rétention ou destruction de documents – traite de personnes de moins de dix-huit ans); ou
- Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*
- vii. article 118 (Trafic de personnes).
5. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2030 31 – Manquement de la part de l'entrepreneur, si l'entrepreneur a, dans les trois années précédentes, été reconnu coupable d'une infraction qui a été commise dans un pays autre que le Canada et qui, de l'avis du Canada, est semblable à l'une des infractions précisées aux paragraphes 4(i) à (vii).
6. Afin de déterminer si une infraction commise à l'étranger est semblable à une infraction répertoriée, TPSGC tiendra compte des facteurs suivants :
- i. dans le cas d'une condamnation, si la cour a agi dans les limites de sa compétence;
 - ii. si le fournisseur s'est vu accorder le droit de comparaître devant la cour pendant la poursuite judiciaire ou de se soumettre à la compétence de la cour;
 - iii. si la décision de la cour a résulté d'une fraude; ou
 - iv. si le fournisseur a pu présenter à la cour toute défense à laquelle il aurait eu droit si les procédures judiciaires s'étaient déroulées au Canada.
7. Si le Canada a l'intention de résilier le contrat en vertu du présent article, il informera l'entrepreneur et lui donnera l'occasion de présenter des observations écrites avant de prendre une décision définitive. Les observations écrites doivent être soumises dans les 30 jours suivant la réception d'un avis concernant des préoccupations, à moins que le Canada ne fixe un délai différent. »

6.2.2 Conditions générales supplémentaires

[1031-2](#) (2012-07-16) Principes des coûts contractuels, et [1028](#) (2010-08-16) Construction de navires - prix ferme, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Les conditions générales supplémentaires 1028, 2010-08-16, Construction de navires – prix, sont incorporées par renvoi et font partie intégrante du contrat sauf que :

- (a) Lorsque le terme « construction » est utilisé, le remplacer par « élimination »;
- (b) Les articles 05, 09 et 12 sont supprimées;
- (c) À l'article 11, remplacer « navire » par « travaux »;
- (d) Supprimer le texte de l'article 10 et le remplacer par :
« Jusqu'à l'achèvement du contrat, l'entrepreneur doit prendre à sa charge et payer tous les droits de quai et de bassin et les frais de touage, des voies courantes, de la lumière électrique et du chauffage de l'eau et tous les autres frais, honoraires, dépenses et débours qui accompagnent l'élimination des navires. ».

6.3 Durée du contrat

6.3.1 Période des travaux

Les travaux doivent être achevés dans les 60 jours civils suivant l'attribution du contrat.

L'entrepreneur confirme qu'il a suffisamment de matériel et de ressources humaines affectées ou disponibles et que la période de travail ci-dessus permettra de terminer les travaux prévus ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux imprévus.

6.4 Responsables

6.4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Brittney Jackson
Services publics et Approvisionnement Canada
Approvisionnement maritimes, Région du Pacifique
401 - 1230 Rue Government
Victoria, C.B V8W 3X4
Telephone: 250-857-5097
E-mail : Brittney.Jackson@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.4.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat sera fourni au moment de l'attribution du contrat.

Nom : AED
Titre : AED
Organisation : AED
Adresse : AED
Téléphone : AED
Courriel : AED

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des

travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.4.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom et coordonnées de la personne responsable des questions contractuelles :

Nom : _____
Téléphone : _____
Courriel : _____

Nom et coordonnées de la personne responsable des questions de facturation :

Nom : _____
Téléphone : _____
Courriel : _____

6.5 Paiement

6.5.1 Base de paiement - prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé(s) dans l'annexe « B » - Base de paiement, selon un montant total de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.5.2 Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.5.3 Paiement électronique de factures – contrat *(si applicable)*

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa;
- b. Carte d'achat MasterCard;
- c. Dépôt direct (national et international);
- d. Échange de données informatisées (EDI).

6.6 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

AED

La facture d'origine doit être envoyée pour vérification :

AED

Attention : AED

S'il vous plaît noter le numéro de contrat dans la ligne d'objet du courriel.

6.7 Attestations et renseignements supplémentaires

6.7.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.7.2 Indemnisation des accidents du travail

L'entrepreneur doit maintenir son compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné pour la durée du contrat.

6.7.3 Attestation du contenu canadien

Clause du Guide des CCUA [A3060C](#) (2008-05-12), Attestation du contenu canadien

6.8 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.9 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 1031-2 (2012-07-16) Principes des coûts contractuels;
- c) les conditions générales supplémentaires 1028 (2010-08-16) Construction de navires - prix ferme telles qu'elles ont été modifiées;
- d) les conditions générales - 2030 (2020-05-28) ns générales - besoins plus complexes de biens
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;

- g) l'Annexe « C », Exigences en matière d'assurance
- h) l'Annexe « D », Liste des sous-traitants;
- i) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

6.10 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

6.11 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe « C ».
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection. L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

6.12 Permis et licences

Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir et de conserver tous les permis, toutes les licences et tous les certificats d'approbation requis pour exécuter les travaux en vertu des lois fédérales, provinciales ou municipales pertinentes. Tous les frais imposés en vertu de ces lois et règlements seront à la charge de l'entrepreneur. Sur demande, il devra soumettre au Canada un exemplaire desdits permis, licences ou certificats.

6.13 Liste des contrats de sous-traitance et des sous-traitants

L'autorité contractante doit être informée, par écrit, de tous les changements apportés à la liste des sous-traitants avant le début des travaux.

L'entrepreneur doit surveiller les progrès des travaux en sous-traitance et informer le responsable de l'inspection des étapes pertinentes des travaux afin d'en permettre l'inspection lorsque ce dernier le juge nécessaire.

6.14 Protection de l'environnement

L'entrepreneur et ses sous-traitants qui effectuent des travaux doivent respecter les normes de l'industrie et les lois et règlements municipaux, provinciaux et fédéraux applicables en matière d'environnement.

L'entrepreneur doit avoir des procédures détaillées pour répertorier, enlever, entreposer, transporter et éliminer tous les polluants et toutes les matières dangereuses possibles afin de respecter les exigences susmentionnées. L'entrepreneur doit maintenir en application toutes ses procédures en matière de protection de l'environnement pendant toute la durée du contrat.

Tous les certificats d'élimination des déchets doivent être remis au responsable de l'inspection ou à son remplaçant, et des copies des renseignements doivent être envoyées à l'autorité contractante. De plus, l'entrepreneur doit remettre sur demande de l'autorité contractante des preuves supplémentaires du respect des lois et des règlements environnementaux municipaux, provinciaux et fédéraux.

L'entrepreneur doit disposer de procédures ou de plans d'intervention en cas d'urgence environnementale. Les employés de l'entrepreneur et des sous-traitants doivent avoir suivi une formation appropriée sur la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas d'urgence. Les employés de l'entrepreneur qui mènent des activités susceptibles d'entraîner un impact sur l'environnement ou un problème de non-conformité doivent posséder les compétences nécessaires, compte tenu de leurs études, de leur formation ou de leur expérience.

6.15 Déchets dangereux

1. L'entrepreneur reconnaît que le Canada a fourni suffisamment de renseignements concernant l'emplacement et la quantité approximative de déchets dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice ou d'autres produits dangereux ou substances toxiques.
2. Le prix comprend tous les coûts associés à l'enlèvement, à la manutention, à l'entreposage, à l'élimination et(ou) au travail effectué à proximité de produits dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice et les autres produits dangereux ou substances toxiques se trouvant à bord du navire. Le prix comprend aussi les coûts liés à l'obligation de se conformer aux lois et aux règlements qui s'appliquent à l'enlèvement, à la manutention, à l'élimination ou à l'entreposage de déchets dangereux ou de substances toxiques.
3. La date d'achèvement des travaux tient compte du fait que l'enlèvement, la manutention, l'entreposage, l'élimination et(ou) le travail à proximité de produits dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice et les autres produits dangereux ou substances toxiques pourraient être visés par la nécessité de se conformer aux lois ou aux règlements applicables et que cela ne constituera pas un retard excusable.

6.16 Calendrier de projet

L'entrepreneur doit fournir un calendrier de projet détaillé en format PDF ou l'équivalent à l'autorité contractante et au responsable du projet 7 jours après l'attribution du contrat.

Le calendrier de projet doit indiquer la séquence et les dates d'achèvement des principaux jalons de projet, des produits livrables et des tâches de projets, selon un « Jour 0 » correspondant à la date d'attribution du contrat. Le calendrier préliminaire de projet doit comprendre la structure de répartition du travail du soumissionnaire, la programmation des principales activités et des jalons, ainsi que les problèmes potentiels liés à l'achèvement des travaux.

The schedule must be regularly updated and provided to Canada's authorities to determine the progress of the Work.

6.17 Travaux non complétés et acceptation

Les travaux doivent être acceptés selon les modalités du formulaire TPSGC-PWGSC 1206 – Acceptation (Élimination de navires).

Le responsable de l'inspection, en collaboration avec l'entrepreneur, établira une liste des travaux non complétés à la fin de la période des travaux. Cette liste formera les annexes au document officiel d'acceptation pour le navire. Une réunion suivant la fin du contrat sera organisée par le responsable de l'inspection à la date d'achèvement des travaux, pour examiner et signer le document d'acceptation.

En plus du montant retenu en vertu de la clause de retenue de la garantie, une retenue correspondant au double de la valeur estimative des travaux non complétés s'appliquera jusqu'à l'achèvement des travaux. Les taxes applicables seront calculées pour le montant retenu pour les travaux non complétés et seront payées au moment du paiement de la retenue.

6.18 Clauses du Guide des CCUA

[A9055C](#) (2010-08-16), Rebuts et déchets
[A9019C](#) (2011-05-16), Élimination de déchets dangereux
[A1009C](#) (2008-05-12), Accès aux lieux d'exécution des travaux

ANNEXE « A » - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Récupération, transport, démantèlement et élimination du *Barkley Sound*

Le Programme des navires préoccupants (PNP) de la Garde côtière canadienne (GCC) a besoin des services d'un entrepreneur pour la récupération, le transport, le démantèlement et l'élimination du *Barkley Sound*, un ancien navire de pêche partiellement coulé de 70 pieds dans l'inlet Rance, à Bamfield (Colombie-Britannique).

1. Introduction

La GCC a besoin qu'on procède à la récupération d'un ancien bateau de pêche de 70 pieds partiellement coulé dans l'inlet Rance, à Bamfield, aux coordonnées suivantes : 48° 49' 17" N, 125° 08' 20" W. Le navire constitue actuellement un danger pour une zone sensible sur les plans écologique et culturel. Le personnel d'intervention environnementale de la GCC a évalué le navire et n'a trouvé aucun hydrocarbure mesurable à bord.



Figure 1. Côté bâbord du navire à marée basse.



Figure 2. Poupe du navire à marée haute.



Figure 3. Navire en 2018 avant le naufrage.

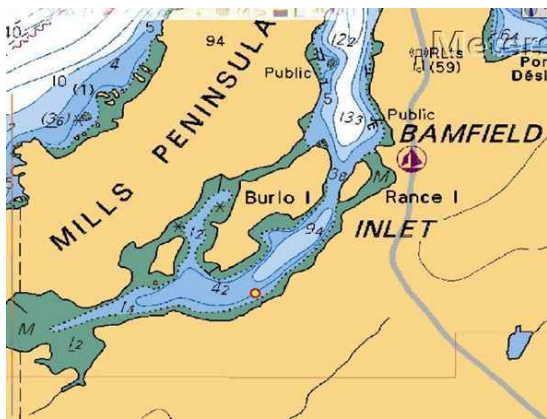


Figure 4. Carte montrant la position du navire.

2. Objectif

Atténuer les risques environnementaux que pose actuellement le navire en raison de son mauvais état et de sa proximité avec des zones extrêmement sensibles sur le plan environnemental et culturel.

3. Étendue des travaux

L'entrepreneur doit :

1. Récupérer le navire abandonné dans l'inlet Rance à l'aide d'une méthode qui ne causera pas de dommages supplémentaires à l'environnement;
2. Transporter le navire sur le site approuvé par l'entrepreneur pour le démanteler et l'éliminer;
3. Enlever tous les liquides dangereux (comme les huiles et les carburants) du navire et les éliminer conformément aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux;
4. Enlever et manipuler toute matière dangereuse conformément aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux, que ce soit pour le retrait, le transport ou l'élimination;
5. Effectuer tous les travaux, y compris les travaux de plongée, s'il y a lieu, conformément aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux;
6. Fournir à l'autorité technique un rapport écrit et une documentation photographique (en anglais) du processus de récupération du navire du début à la fin, en indiquant les événements importants et tous les événements ou obstacles imprévus survenus pendant la durée des travaux visés par le contrat. Les événements importants comprennent, sans s'y limiter, ce qui suit :
 - a. Retrait du navire du milieu marin;
 - b. Arrivée au site approuvé;
 - c. Début du démantèlement;
 - d. Achèvement du démantèlement;
7. Fournir à l'autorité technique des documents détaillés (reçus/factures) indiquant la quantité et le coût ou les recettes pour le matériel éliminé et recyclé, notamment en ce qui a trait aux éléments suivants :
 - a. Déchet dangereux (solide);
 - b. Déchet dangereux (liquide);
 - c. Ferraille;
8. Terminer et facturer les travaux dans les trente (60) jours civils suivant l'attribution du contrat.

L'acier, l'acier inoxydable, l'aluminium ou tout autre matériel recyclable à bord du navire doivent être recyclés. L'entrepreneur doit éliminer tous les autres matériaux non recyclables dans le respect de l'environnement, conformément aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux. L'entrepreneur ne doit incinérer aucune partie du navire récupéré ni son contenu.

4. Contraintes

1. Si le déplacement exige le remorquage du navire, l'entrepreneur doit soumettre un plan de remorquage à l'autorité technique aux fins d'examen sept (7) jours civils avant le début des opérations de remorquage. Le plan de remorquage doit inclure des mesures d'atténuation, comme l'utilisation de pompes de secours d'urgence et le recours à du personnel chargé de surveiller le remorquage et toute infiltration d'eau pendant le remorquage. Ce plan doit être soumis en même temps que le plan de récupération.
2. Le plan de récupération doit décrire la méthode utilisée pour le gréement et le retrait du navire de son emplacement actuel, la méthode permettant de contenir les polluants résiduels et les matières dangereuses, et la méthode permettant que le navire ne coule pas pendant la récupération et le transport. La sécurité doit demeurer la priorité absolue pendant le remorquage.

Solicitation No. - N° de l'invitation
FW029-210002/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
FW029-210022

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur
xlv242
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

3. Le site approuvé doit être certifié pour l'exécution de ce type de travaux.

ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT

Article	Description	Prix ferme
1	Prix tout inclus pour la récupération, le transport, le démantèlement et l'élimination sécuritaires de l'ancien navire de pêche partiellement coulé de 70 pieds, surnommé « Barkley Sound », dans l'inlet Rance, à Bamfield (Colombie-Britannique), conformément au contrat et à toutes ses annexes.	_____ \$
Prix ferme total		_____ \$
Devise		Dollars canadiens
Les taxes applicables sont en sus. Aucun autre coût ne sera autorisé dans le cadre du présent contrat sans l'approbation de l'autorité contractante.		

L'entrepreneur doit tenir compte des prévisions météorologiques et de l'état de la mer lorsqu'il planifie et exécute les travaux. Si l'entrepreneur ne peut effectuer les travaux prévus de façon sécuritaire en raison de mauvaises conditions météorologiques et maritimes imprévues, il peut demander à reporter les travaux d'une journée. Il doit aviser l'autorité contractante et le responsable technique le plus tôt possible de toute demande de report des travaux et lui fournir une description détaillée de la situation. Si l'autorité contractante approuve sa demande, l'entrepreneur peut facturer les jours autorisés de report des travaux en raison des conditions météorologiques au taux quotidien ferme suivant :

Article	Description	Taux quotidien ferme
2	Jour de report des travaux en raison des conditions météorologiques (période de 24 h commençant à minuit)	
Devise		Dollars canadiens
Taxes applicables en sus		

ANNEXE « C » - EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

C.1 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

- I. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- n. Assurance tous risques de responsabilité civile des locataires : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées.
- o. Modification de l'exclusion sur les engins nautiques, pour inclure les activités de réparation accessoires effectuées à bord des engins nautiques.
- p. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- q. Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

C.2 Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la [Loi sur la responsabilité en matière maritime](#), L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement concernant les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
 - c. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - d. Responsabilité réciproque et séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - e. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1985, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné conformément à la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

Buyer ID - Id de l'acheteur
xlv242
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

[illegible]

Solicitation No. - N° de l'invitation
T1926-200022/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
T1926-200022

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur
xlv242
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « E » - INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA;
- () Carte d'achat MasterCard;
- () Dépôt direct (national et international);
- () Échange de données informatisées (EDI)

ANNEXE F – CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

La soumission doit démontrer qu'elle satisfait chaque critère technique obligatoire indiqué ci-dessous, avec les documents à l'appui, comme les permis, les licences, les certificats de qualification, les lettres d'authenticité d'associations de l'industrie, les brochures techniques, le cas échéant.

Lorsque des documents à l'appui ne sont pas disponibles, la soumission doit comprendre un exposé écrit détaillé à l'appui de la déclaration du soumissionnaire selon laquelle il satisfait au critère.

Le gouvernement du Canada ne fera pas de suppositions concernant les réponses incomplètes ou imprécises. Il n'évaluera que la documentation fournie dans le cadre de la soumission. Le gouvernement du Canada n'évaluera pas les renseignements tels que les renvois à des adresses de sites Web dans lesquels figurent des renseignements supplémentaires ou les manuels et brochures techniques qui ne sont pas joints à la soumission.

Si le soumissionnaire n'inclut pas de documentation permettant de vérifier ses affirmations, son offre sera déclarée irrecevable.

Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires.

Point	Critères techniques obligatoires	Projet 1 Référence de la soumission	Projet 2 Référence de la soumission	Critère satisfait / non satisfait	Remarques
1	<p>Expérience de la récupération, du transport, du démantèlement et de l'élimination d'un navire</p> <p>La soumission doit démontrer que le soumissionnaire a géré avec succès la réalisation de deux projets, dont chacun comprenait ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none">1. récupération;2. transport;3. démantèlement;4. élimination <p>d'un navire différent.</p> <p>Un des navires devait avoir une longueur hors tout supérieure à 50 pieds.</p>				
2	<p>La soumission doit comprendre le plan de récupération du navire (plan de travail) pour chaque projet identifié au point 1 ci-dessus.</p>				
	<p>A tout le moins, chaque plan de récupération du navire doit comprendre :</p>				
	<p>a. Le nom du navire (la soumission doit indiquer si cela ne s'applique pas)</p>				
	<p>b. La taille du navire (y compris la longueur hors tout)</p>				
	<p>c. Le matériau de construction du navire</p>				
	<p>d. La description de l'état du navire (p. ex., inscrit, échoué, partiellement submergé, submergé)</p>				

e.	La description des mesures d'atténuation prises pour prévenir la contamination ou la pollution lors du retrait du navire du milieu marin				
f.	La description des méthodes utilisées pour transporter le navire du lieu de récupération au lieu d'élimination				
g.	La description des mesures d'atténuation prises pour prévenir la contamination ou la pollution associée au transport du navire du site de récupération au site d'élimination				
h.	La description des mesures d'atténuation prises pour prévenir la contamination ou la pollution associées au démantèlement du navire pendant la phase de démantèlement terrestre (la soumission doit indiquer si cela ne s'applique pas)				
i.	La description de la façon dont le navire ou la structure a été démantelé ou éliminé				
j.	La description de l'endroit où le navire ou la structure a été démantelé ou éliminé				
k.	La description de la façon dont les matériaux ont été éliminés ou recyclés				
l.	La description de l'endroit où les matériaux ont été éliminés ou recyclés				

m.	La description de la façon dont les matières potentiellement dangereuses ont été identifiées				
n.	La description de la façon dont les matières potentiellement dangereuses ont été évaluées				
o.	La description de la façon dont les matières potentiellement dangereuses ont été éliminées (la soumission doit indiquer si cela ne s'applique pas)				
p.	La description de l'endroit où les matières potentiellement dangereuses ont été identifiées				
q.	La description de l'endroit où les matières potentiellement dangereuses ont été évaluées				
r.	La description de l'endroit où les matières potentiellement dangereuses ont été éliminées (la soumission doit indiquer si cela ne s'applique pas)				
s.	Nom du client et Coordonnées actuelles du client L'équipe d'évaluation des				

	soumissions peut contacter le client indiqué ci-dessus pour vérifier les détails du projet.				
t.	L'offre doit indiquer la date de début de chaque opération de transport de navire				
u.	L'offre doit indiquer la date d'achèvement de chaque opération de transport de navire				

Point	Critères techniques obligatoires	Référence de la soumission	Critère satisfait / non satisfait	Remarques
3	Plan de transport La soumission doit inclure le plan de transport pour les travaux qui détaille au moins : a. La méthode utilisée pour le transport du navire de son emplacement actuel jusqu'au site d'élimination b. Les mesures d'atténuation des risques qui seront prises Par exemple, des détails concernant la fourniture de pompes de secours et le recours à du personnel chargé de surveiller le remorquage et la stabilité et de contrôler l'infiltration d'eau pendant le remorquage le cas échéant			
	c. Les mesures de protection de l'environnement qui seront prises pendant le remorquage afin d'éviter les fuites ou les déversements pendant le transport			
	d. L'état de la mer et les restrictions relatives à la météo qui peuvent limiter les opérations de transport			
4	Plan de récupération La soumission doit inclure le plan de récupération pour les travaux qui détaille au moins : a. La méthode utilisée pour le gréement et l'enlèvement du navire de l'environnement			

	marin			
	b. La méthode permettant de contenir les polluants résiduels ou les matières dangereuses qui peuvent être présents à bord du navire			
	c. La méthode permettant de garantir que le navire ne coulera pas pendant la récupération et le transport			
5	Plan d'élimination La soumission doit inclure le plan d'élimination pour les travaux qui détaillent au moins :			
	a. La description de la façon dont le navire ou la structure sera démantelé			
	b. La description de l'endroit où le navire ou la structure sera démantelé			
	c. La description de la façon dont le navire ou la structure sera éliminé			
	d. La description de l'endroit où le navire ou la structure sera éliminé			
	e. La description de la façon dont les matériaux seront éliminés			
	f. La description de l'endroit où les matériaux seront éliminés			
	g. La description de la façon dont les matériaux seront recyclés			
	h. La description de l'endroit où les matériaux			

	seront recyclés				
	i. La description de la façon dont les matières potentiellement dangereuses seront éliminées				
	j. La description de l'endroit où les matières potentiellement dangereuses seront éliminées				
6	Calendrier de projet a. La soumission doit inclure un calendrier de projet qui comprend la date la plus rapprochée à laquelle vous pourriez commencer				
	b. La soumission doit indiquer le nombre total de jours civils (le jour d'attribution du contrat étant considéré le « jour 0 ») requis pour terminer et livrer tous les éléments des travaux Le nombre total de jours civils doit comprendre la possibilité de trois (3) jours « d'arrêt lié à la météo » pour tenir compte des conditions météorologiques qui pourraient empêcher l'exécution sécuritaire des travaux				
	c. Le nombre total de jours civils indiqué au point 6 b) ci-dessus est dans les trente (30) jours civils suivant l'attribution du contrat				
7	Indemnisation des accidents du travail – Lettre d'attestation Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail				

	de la province ou du territoire concerné. Le soumissionnaire doit inclure une lettre ou un certificat délivré par la Commission des accidents du travail applicable attestant que son compte est en règle. La lettre doit être datée dans les 45 jours civils suivant la date de clôture de la demande de soumissions.			
8	Site de démantèlement La soumission doit indiquer l'emplacement ou l'adresse du site de démantèlement du navire proposé.			

Solicitation No. - N° de l'invitation T1926-200022/A	Amd. No. - N° de la modif. File No. - N° du dossier	Buyer ID - Id de l'acheteur xiv242
Client Ref. No. - N° de réf. du client T1926-200022		CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Point	Critères techniques obligatoires	Référence de la soumission	Critère satisfait / non satisfait	Remarques
2	Plan de transport La soumission doit inclure le plan de transport pour les travaux qui détaille au moins : e. La méthode utilisée pour le transport du navire de son emplacement actuel jusqu'au site d'élimination f. Les mesures d'atténuation des risques qui seront prises Par exemple, des détails concernant la fourniture de pompes de secours et le recours à du personnel chargé de surveiller le remorquage et la stabilité et de contrôler l'infiltration d'eau pendant le remorquage le cas échéant			
	g. Les mesures de protection de l'environnement qui seront prises pendant le remorquage afin d'éviter les fuites ou les déversements pendant le transport			
	h. L'état de la mer et les restrictions relatives à la météo qui peuvent limiter les opérations de transport			
3	Plan de récupération La soumission doit inclure le plan de récupération pour les travaux qui détaille au moins : d. La méthode utilisée pour le gréement et l'enlèvement du navire de l'environnement			

	marin			
	e. La méthode permettant de contenir les polluants résiduels ou les matières dangereuses qui peuvent être présents à bord du navire			
	f. La méthode permettant de garantir que le navire ne coulera pas pendant la récupération et le transport			
4	Plan d'élimination La soumission doit inclure le plan d'élimination pour les travaux qui détaillent au moins :			
	k. La description de la façon dont le navire ou la structure sera démantelé			
	l. La description de l'endroit où le navire ou la structure sera démantelé			
	m. La description de la façon dont le navire ou la structure sera éliminé			
	n. La description de l'endroit où le navire ou la structure sera éliminé			
	o. La description de la façon dont les matériaux seront éliminés			
	p. La description de l'endroit où les matériaux seront éliminés			
	q. La description de la façon dont les matériaux seront recyclés			
	r. La description de l'endroit où les matériaux			

	seront recyclés				
	s. La description de la façon dont les matières potentiellement dangereuses seront éliminées				
	t. La description de l'endroit où les matières potentiellement dangereuses seront éliminées				
5	Calendrier de projet d. La soumission doit inclure un calendrier de projet qui comprend la date la plus rapprochée à laquelle vous pourriez commencer				
	e. La soumission doit indiquer le nombre total de jours civils (le jour d'attribution du contrat étant considéré le « jour 0 ») requis pour terminer et livrer tous les éléments des travaux Le nombre total de jours civils doit comprendre la possibilité de trois (3) jours « d'arrêt lié à la météo » pour tenir compte des conditions météorologiques qui pourraient empêcher l'exécution sécuritaire des travaux				
	f. Le nombre total de jours civils indiqué au point 5 b) ci-dessus est dans les trente (30) jours civils suivant l'attribution du contrat				
6	Indemnisation des accidents du travail – Lettre d'attestation Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail				

	de la province ou du territoire concerné. Le soumissionnaire doit inclure une lettre ou un certificat délivré par la Commission des accidents du travail applicable attestant que son compte est en règle. La lettre doit être datée dans les 45 jours civils suivant la date de clôture de la demande de soumissions.			
7	Site de démantèlement La soumission doit indiquer l'emplacement ou l'adresse du site de démantèlement du navire proposé.			